

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

#2023-17 - POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

## LE FOSCAO DIT NON À TOUTE INTERVENTION MILITAIRE AU NIGER, LANCE UN APPEL À LA CEDEAO POUR UNE RÉOLUTION PACIFIQUE, UNE MEILLEURE GOUVERNANCE ET L'OUVERTURE DE L'ESPACE CIVIQUE

**ABUJA 21 AOÛT 2023** : Le Forum de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (FOSCAO), suit de près la crise politique au NIGER, suite au coup d'État militaire survenu le 26 juillet 2023 qui a conduit au renversement du Président élu MOHAMMED BAZOUM. Lors de la réunion extraordinaire des chefs d'états du 29 Juillet 2023 à Abuja au Nigeria, la CEDEAO a, sans dialogue préalablement connu du public, immédiatement émis une série de sanctions contre le NIGER, y compris la menace d'intervention militaire.

Considérant que :

- a. Le FOSCAO condamne tout coup d'état aussi bien militaire, constitutionnel ou électoral
- b. L'article 58 du traité révisé de la CEDEAO a des provisions quant à la sécurité régionale et que la CEDEAO s'est dotée d'un cadre de prévention des conflits (CPCC, ECPF) depuis 2008, ainsi que l'article 13 du traité révisé de la CEDEAO a créé le parlement de La CEDEAO
- c. Les États membres de la CEDEAO sont tenus de se conformer aux instruments légaux internationaux et régionaux, notamment le « Protocole de la CEDEAO sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance » et la « Charte africaine de la démocratie, des élections et de la bonne gouvernance (ACDEG) ».
- d. Le président de la Commission de l'Union Africaine a nommé, le 21 Janvier 2023, le Dr Mohamed Ibn Chambas comme haut représentant pour **“faire taire les armes” (Silencing the Guns)**
- e. Les Nations Unies (ONU) dont tous les états de la CEDEAO sont membres, prévoit des outils et mécanismes de résolution des conflits. Les chapitres 6, 7 et 8 de La Charte des Nations Unies ont des dispositions respectivement sur le Règlement pacifique des différends; l'action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression; et les Accords régionaux.

Réaffirmant ses plus profondes préoccupations face aux trop nombreux problèmes non encore résolus qui rongent la région et qui affectent négativement la vie des citoyens :

- a. Une exploitation inéquitable des ressources naturelles qui ne sont ni transformés localement et qui profitent pas aux citoyens, ainsi que l'extrémisme terroriste et les conséquences des changements climatiques sans oublier les conditions discutables des femmes et des enfants
- b. Un traitement inhumain et raciste des citoyens, femmes et enfants, dits migrants, dans plusieurs pays méditerranéens
- c. Des problèmes de corruptions généralisées, notamment aux frontières terrestres, empêchant la libre circulation des personnes, des biens et services, freinant ainsi l'intégration régionale
- d. La répétition des coups d'États aussi bien militaires, constitutionnels, et électoraux, situation symptomatique d'un malaise profond, résultant d'une crise de gouvernance, de corruption endémique, de restriction de l'espace civique et politique, une instrumentalisation de la justice dans les États pour bloquer des adversaires politiques, ou pour emprisonner des journalistes et des citoyens ayant des opinions différentes des pouvoirs, avec des prisonniers et exilés politiques et d'une politisation extrême des armées nationales, ainsi que des administrations publiques qui devraient demeurer neutres et républicaines.

Au regard de ce qui précède, le FOSCAO :

1. En appelle à la CEDEAO ainsi qu'à toutes les parties prenantes à respecter les instruments légaux et cadres de prévention existants et à privilégier les modes de règlement pacifique des différends que sont les bons offices, la médiation, la conciliation et la facilitation basés sur le dialogue, la négociation et l'arbitrage;
2. Dit NON à toute intervention militaire au NIGER et en appelle à la CEDEAO à privilégier une solution pacifique entre Nigériens. Dans ce pays déjà confronté à l'insécurité terroriste, une quelconque intervention militaire le précipiterait dans un chaos indescriptible, avec le risque de prolifération des armes et d'effondrement des pays côtiers, sans oublier le risque de créer une "seconde LYBIE" et celui d'exposer toute la région à une autre forme de colonisation par des forces extérieures qui n'attendent que cette opportunité. Le FOSCAO rappelle la sagesse qui dit : **"On sait quand une guerre commence et on ne sait pas quand cela se termine"**
3. En appelle à la CEDEAO à concentrer ses ressources militaires à la lutte contre les terroristes dans tout l'espace communautaire
4. Lance un appel à privilégier des sanctions ciblées qui n'aggravent pas la situation socio-économique déjà précaire des citoyens
5. Lance un vibrant appel à la CEDEAO et aux Chefs d'États à œuvrer pour une amélioration immédiate, inclusive et durable de la gouvernance démocratique, de la lutte anti-corruption, de la protection des droits de l'homme, une meilleure ouverture de l'Espace civique et politique afin de contribuer de manière plus effective à la co-construction d'une véritable CEDEAO des Peuples, telle qu'exprimée dans sa Vision 2050
  - a. Élections libres inclusives et transparentes (des lois et listes électorales consensuelles) avec une indépendance de la justice (sans instrumentalisation de la justice au service des pouvoirs et éviter des élections sans oppositions)
  - b. Ouverture de l'espace civique (liberté d'association, liberté de réunion, liberté de presse et d'expression), et libération des prisonniers politiques et retour des exilés politiques
  - c. Inclusion active de son Parlement, de la société civile, des leaders religieux et traditionnels à la construction et la mise en œuvre des solutions
6. Lance un appel à la CEDEAO à finaliser le "processus de révision du protocole additionnel de 2001 sur la démocratie et la bonne gouvernance", tel que décidé par le sommet extraordinaire des chefs d'états, le 16 Septembre 2021 à Accra, Ghana.
7. En appelle à l'**Union Africaine** (UA) de réellement mettre en pratique le thème **faire taire les armes**
8. Lance un appel à l'accélération du développement économique et social inclusif et durable, un meilleur contrôle et une transformation locale des matières premières et des ressources naturelles de la région au profit des citoyens ainsi que la mobilisation de la CEDEAO avec davantage de dynamisme, pour le règlement des problèmes structurels de la région qui impactent très négativement la vie des citoyens
9. Demeure saisi de la situation du NIGER et invite l'ensemble des organisations de la société civile à contribuer activement au dialogue, la paix et la cohésion sociale.
10. Affirme son entière disponibilité à contribuer, aux côtés de la CEDEAO, du peuple du NIGER et de toutes les parties prenantes, à la paix, à un retour à l'ordre constitutionnel, au développement socio-économique et à la cohésion sociale.

**Contacts: Media@Wacosof-Foscao.Org / +234 810 287 0960 (WhatsApp)**

#### À PROPOS DU FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (FOSCAO)

*Avec plus de 1000 Organisations membres, le FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (FOSCAO) est le réseau faitière de la société civile en Afrique de l'Ouest, couvrant 18 domaines thématiques, avec représentation dans les 15 pays de la CEDEAO. Le FOSCAO est le canal de dialogue institutionnalisé entre les organisations de la société civile et la CEDEAO. Le FOSCAO renforce les capacités, fait des plaidoyers, mobilise la société civile, s'engage dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques pour une Afrique prospère, stable et en paix. Pour les partenaires institutionnels, Le FOSCAO est un excellent canal, un guichet unique pour un engagement systématique entre les institutions et les organisations de la société civile, pour des résultats percutants. [www.Wacosof-Foscao.Org](http://www.Wacosof-Foscao.Org)*



# PRESS RELEASE

#2023-17 - FOR IMMEDIATE RELEASE

## WACSOFF SAYS NO TO ANY MILITARY INTERVENTION IN NIGER, CALLS ON ECOWAS FOR A PEACEFUL RESOLUTION, BETTER GOVERNANCE AND THE OPENING OF THE CIVIC SPACE

**ABUJA AUGUST 21<sup>ST</sup> 2023:** The West African Civil Society Forum (FOSCAO) is closely following the political crisis in NIGER, following the military coup on July 26, 2023 which led to the overthrow of the elected President MOHAMMED BAZOUM. During the extraordinary meeting of heads of state on July 29, 2023 in Abuja, Nigeria, ECOWAS, without prior dialogue known by to the public, immediately issued a series of sanctions against NIGER, including the threat of military intervention.

Considering that:

- a. WACSOFF condemns any military, constitutional or electoral coup d'Etat
- b. Article 58 of the revised ECOWAS Treaty has provisions for regional security and that ECOWAS has had a conflict prevention framework (CPCC, ECPF) since 2008 and Article 13 of the revised ECOWAS Treaty created the ECOWAS parliament
- c. ECOWAS Member States are required to comply with international and regional legal instruments, including the "ECOWAS Protocol on Democracy and Good Governance" and the "African Charter on Democracy, Elections and Good Governance (ACDEG)".
- d. The Chairperson of the African Union Commission appointed, on January 21, 2023, Dr Mohamed Ibn Chambas as High Representative for Silencing the Guns
- e. The United Nations (UN), of which all ECOWAS states are members, provides tools and mechanisms for conflicts resolution. Chapters 6, 7 and 8 of the Charter of the United Nations have provisions respectively on the Peaceful Settlement of Disputes; action in the event of threat to the peace, breach of the peace and acts of aggression; and Regional Agreements.

Reaffirming its deepest concerns at the too many unresolved problems plaguing the region and negatively affecting the lives of citizens:

- a. Inequitable exploitation of natural resources that are not locally processed and that do not benefit citizens, as well as terrorist extremism and the consequences of climate change without forgetting the questionable conditions of children and women
- b. Inhuman and racist treatment of citizens, women and children, so called migrants, in several Mediterranean countries
- c. Generalized Corruption issues including those at land borders, preventing the free movement of people and goods and services and regional integration
- d. The repetition of military, constitutional and electoral coups, a situation symptomatic of a deep malaise, resulting from a crisis of governance, endemic corruption, restriction of civic and political space, an instrumentalization of justice in the States to block political adversaries, or to imprison journalists and citizens with different opinions from the powers, with political prisoners and political exiles and extreme politicization of the national armies, as well as public administrations which should remain neutral and republican.

In view of the foregoing, WACSOF:

1. Calls upon ECOWAS and all stakeholders to respect the existing legal instruments and conflicts prevention frameworks and to favour peaceful resolution methods such as good offices, mediation, conciliation and facilitation based on dialogue, negotiation and arbitration;
2. Says NO to any military intervention in NIGER and calls on ECOWAS to favour a peaceful solution between the citizens of NIGER. In this country already faced with terrorist insecurity, any military intervention would precipitate it into indescribable chaos, with the risk of the proliferation of weapons and the risk of collapse of coastal countries, not to mention the risk of creating a "second LYBIA" and exposing the entire region to another form of colonization by external forces which are just waiting for this opportunity. WACSOF recalls the wisdom that says: **"We know when a war begins and we don't know when it ends"**.
3. Calls on ECOWAS to concentrate its military resources on the fight against terrorists throughout the community space
4. Calls for targeted sanctions that do not aggravate the already precarious situation of citizens
5. Launches a strong appeal to ECOWAS and Heads of State to work for an immediate, inclusive and lasting improvement of democratic governance, the fight against corruption, the protection of human rights, better opening of civic and political space in member states, in order to contribute more effectively to the co-construction of a true ECOWAS of the Peoples, as expressed in its Vision 2050.
  - a. Free, inclusive and transparent elections (consensual electoral laws and voters lists) with independence of justice (without instrumentalization of justice in the service of powers and avoiding elections without opposition)
  - b. Opening of civic space (freedom of association, freedom of assembly, freedom of press and expression), and release of political prisoners and return of political exiles
  - c. Active inclusion of its Parliament, civil society, religious and traditional leaders in the construction and implementation of solutions
6. Calls on ECOWAS to finalize the "review process of the 2001 additional protocol on democracy and good governance", as decided by the extraordinary summit of heads of state, on September 16<sup>th</sup>, 2021 in Accra, Ghana.
7. Calls on the African Union (**AU**) to really put into practice the **"theme of silencing the guns"**
8. Calls on ECOWAS and AU and the heads of states, for the acceleration of inclusive and sustainable economic and social development, better control and local processing of raw materials and natural resources in the region for the benefit of citizens as well as the mobilization of ECOWAS with more dynamism, for the settlement of structural problems in the region that have a very negative impact on the lives of citizens
9. Remains seized of the situation in NIGER and invites all civil society organizations to contribute actively to dialogue, peace and social cohesion.
10. Affirms its full readiness to contribute, alongside ECOWAS, the people of NIGER and all stakeholders, to a return to constitutional order, peace, economic development and social cohesion.

**Contacts: [Media@Wacsof-Foscao.Org](mailto:Media@Wacsof-Foscao.Org) / +234 810 287 0960 (WhatsApp)**

**ABOUT THE WEST AFRICAN CIVIL SOCIETY FORUM (WACSOF)**

*With more than 1000 Member Organizations, the WEST AFRICAN CIVIL SOCIETY FORUM (WACSOF) is the umbrella network of the Civil Society in West Africa, covering 18 thematic areas, with representation in 15 countries of ECOWAS. WACSOF is the channel for institutionalized dialogue between civil society organizations and ECOWAS. WACSOF builds capacity, advocates, mobilizes civil society, engages in the formulation, implementation, monitoring and evaluation of policies for a prosperous, stable and peaceful Africa. WACSOF is an excellent channel, a one-stop-shop for systematic engagement between institutions and civil society organizations, for impactful results. [www.Wacsof-Foscao.Org](http://www.Wacsof-Foscao.Org)*